

## **SantExpo 2026 : face à l'impasse budgétaire, l'efficience devient le nouveau front de la santé**

À SantExpo, la table ronde organisée mercredi 20 mai par le Leem sur "l'efficience du système de santé" a remis au cœur du débat une évidence : ce n'est plus seulement le financement qui fait débat, mais le fonctionnement même du modèle. Entre prévention, organisation des soins et innovation, les lignes commencent (trop) timidement à bouger. Autour de Frédéric Lavie, directeur scientifique du Leem, plusieurs acteurs du système de santé — économistes, médecins, industriels et responsables politiques — ont partagé leurs visions et des pistes de solutions.

« Nous faisons face à des défis sans précédent », lance Frédéric Lavie, dès l'ouverture. Géopolitiques d'abord, avec l'émergence de deux grands blocs mondiaux, les États-Unis et la Chine. Scientifiques ensuite, car l'innovation devient plus difficile et plus coûteuse, avec des populations de patients plus ciblées et des essais cliniques plus longs. Épidémiologiques enfin, avec une population vieillissante et des maladies chroniques en forte progression. Le tout accompagné d'une contrainte budgétaire que tout le monde connaît. Dans ce contexte, la France peut-elle continuer à garantir un accès universel au progrès thérapeutique ? Faut-il fermer la porte à certaines innovations ? Accepter, comme ailleurs, une médecine à plusieurs vitesses ?

### **L'équation impossible**

Pour Guillaume Dedet, économiste à l'OCDE, le système ne pourra pas absorber la hausse tendancielle des dépenses. Aujourd'hui, les dépenses de santé dans les pays de l'OCDE représentent en moyenne 9,3 % du PIB. Sans réforme, elles pourraient atteindre 12 % d'ici 2050. Or, dans un contexte de dette élevée et de croissance contrainte, payer plus pour la santé n'est pas possible. « Dépenser plus n'est pas une option », alarme-t-il.

Selon lui, trois leviers existent : augmenter les recettes, accroître les prélèvements... ou améliorer l'efficience. La seule voie réaliste étant donc la troisième : faire mieux avec ce que l'on a.

### **Un levier massif sous-exploité**

S'il est un point de convergence entre tous les acteurs, c'est bien celui-ci : la prévention représente le principal gisement d'efficience. En intégrant pleinement les politiques de prévention, les projections de dépenses pourraient même être fortement contenues — jusqu'à limiter leur progression à 10,5 % du PIB au lieu de 12 %, selon les modèles évoqués. Au-delà du principe, sa mise en œuvre reste un véritable défi. Pour Nicolas Arvis, directeur général de Valneva, il faut changer de façon de voir les choses : « 1 euro investi dans la prévention rapporte 14 euros. Ce n'est pas une dépense, c'est un investissement. » Des exemples internationaux montrent la voie : certains pays ont réussi à éradiquer des pathologies grâce à des politiques volontaristes de prévention.

Martin Blachier, médecin de santé publique, illustre cette approche par l'étude de nombreux cas d'usage : vaccination (grippe, pneumocoque, HPV), dépistage (cancer du poumon, insuffisance rénale) ou encore suivi des maladies chroniques. Pour tous ces exemples, à la clé, plusieurs milliards d'euros d'économies potentielles et des hospitalisations évitées.

## Changer de paradigme

Pour Cyril Isaac-Sybille, député du Rhône, le sujet dépasse la seule question budgétaire. « *Chaque année, nous votons un budget qui augmente — de 200 à 260 milliards d'euros en huit ans — mais la santé des Français se dégrade.* » Les indicateurs préoccupent : recul de la France dans les classements internationaux sur la mortalité périnatale, explosion des affections de longue durée (de 3 à 14 millions de patients en vingt ans), progression des maladies chroniques... Avant même de parler d'efficacité, il faut donc répondre à une question simple : pourquoi les Français sont-ils en moins bonne santé ?

La réponse suppose de changer l'angle de vue selon Catherine Simonin-Bénaz, présidente de la commission Société Politiques de Santé de la Ligue contre le cancer. « *Le soin ne représente que 15 à 20 % des déterminants de santé.* » Autrement dit, l'essentiel se joue ailleurs : environnement, alimentation, conditions de vie. Près de 40 % de cancers sont évitables, c'est-à-dire liés à des comportements ou des expositions évitables. L'enjeu n'est pas de culpabiliser les citoyens mais de transformer les conditions de leur quotidien : urbanisme, accès à l'activité physique, qualité de l'alimentation, accompagnement au dépistage...

## De nouveaux leviers à activer

Jusqu'ici, la France a construit son efficacité sur deux piliers, rappelle Martin Blachier : la régulation (prix encadrés pour les consultations, les médicaments, les séjours hospitaliers...) et le sur-engagement des soignants. Un modèle qui a atteint aujourd'hui ses limites. « *L'effet prix devient toxique et les soignants sont épuisés. Ce n'est pas soutenable dans la durée.* » Le changement doit être plus profond : repenser l'organisation du système et intégrer pleinement la technologie. Selon lui, « *l'efficacité ne se décrète pas : elle se construit en modifiant les règles du jeu* ».

Pour le député, deux leviers structurants doivent être activés : les données de santé, encore sous-utilisées pour piloter le système, et la prévention personnalisée rendue possible par les progrès de l'IA et de la médecine prédictive. « *On sait croiser les données pour détecter la fraude, on doit savoir le faire pour améliorer la santé des populations.* »

Au-delà des arbitrages budgétaires, c'est bien une question de modèle qui se dessine. Un modèle qui demande a minima une vision et de l'audace.